Réflexions après-coup

– Comment expliquez-vous que la Roumanie de l'après-Ceausescu ait connu de pareils dérapages? En quoi la démocratie est-elle plus difficile à faire naître en Roumanie que dans d'autres pays de l'Est, tels que la Hongrie, la Tchécoslovaquie ou la Pologne?

– Votre question se réfère en fait au problème de l'originalité actuelle de la Roumanie par rapport aux autres pays de l'Est, une originalité qui, malheureusement, nous distingue négativement. Cette originalité tient à trois éléments. En premier lieu, en Roumanie, à la différence de ce qui s'est produit dans les autres pays de l'Est européen, le parti communiste a disparu du jour au lendemain. Mais sa disparition formelle ne s'est pas accompagnée de la sortie de la scène politique de toute la nomenklatura, ni des personnes qui avaient joué un rôle actif tout au long de ces quarante-cinq années d'horreur totalitaire communiste. Au contraire: des figures de deuxième rang de cette nomenklatura, d'autres issues de la période initiale staliniste et réapparues aujourd'hui, enfin des activistes régionaux du parti, ont continué à peupler la scène politique, groupés sous une autre étiquette, celle du Front du salut national. En même temps qu'eux, sont restés inchangés aussi bien les schémas mentaux, les méthodes utilisées dans la lutte politique, la langue, les structures sociales. La disparition du parti communiste en tant que tel a ainsi eu, paradoxalement, une fonction négative, puisqu'elle a permis la naissance d'un phénomène de masquage qui a dérouté et induit en erreur une grande partie de la population. Aujourd'hui encore, la plupart des gens attendent que la société roumaine soit guérie des communistes disparus comme par miracle derrière le rideau de fumée qui a nom FSN. Il suffit de lire la presse officielle, *Adevarul* [la vérité] – l'ancien *Scînteia*) – ou l'organe du Front, *Azi* [aujourd'hui], pour voir comment les mêmes journalistes, ceux-

là même qui se sont souillés au service du «ceausisme», utilisent aujourd'hui des schémas idéologiques identiques, la même manière de dénaturer la réalité, la même rhétorique fondée sur le procès d'intention, la violence verbale, les menaces et l'incitation à la violence. Or c'est bien cela qui constitue le signe de l'existence du communisme et non pas l'absence ou la présence du mot «communiste». Nous vivons un communisme d'inertie ou agonisant qui s'efforce de se dissimuler à l'aide d'opérations cosmétiques. Reste la question: dans quelle mesure des hommes dont les réflexes et la culture démocratique sont nuls peuvent-ils être capables de construire une démocratie authentique?

En deuxième lieu, dans la Roumanie de Ceausescu et à la différence des autres pays de l'Est européen, le noyau d'une opposition systématique n'a pas pu prendre corps. Ce qui en Pologne, en Tchécoslovaquie ou en Hongrie a mis vingt ans à se constituer progressivement, vient à peine, en Roumanie, de naître. La Roumanie a sans doute été le seul pays de l'Est dans lequel, pratiquement, aucune forme articulée de «samizdat» n'a pu surgir et dans lequel toute voix protestataire s'est trouvée bâillonnée ou isolée avant qu'un mouvement puisse se développer autour d'elle. La force répressive du régime Ceausescu a été immense, mais elle ne s'est pas appuyée seulement sur la quasi-passivité du peuple romain. Elle a reposé aussi sur la légèreté avec laquelle l'Occident s'est empressé de faire de Ceausescu, des années durant, une figure lumineuse et non conformiste du bloc de l'Est. Contrairement à ce qui se passait dans les autres pays, la Roumanie souffrait du handicap de devoir combattre un adversaire intérieur frénétiquement applaudi à l'extérieur. L'Occident devrait peut-être un peu moins s'étonner aujourd'hui des dérapages de la démocratie roumaine: ils prennent aussi leur source dans une période pas si lointaine, celle où la crétinisation du peuple roumain se perpétrait sous le regard plein de respect, de compréhension, voire d'admiration jeté sur celui qui dégradait, avec une

persévérance sans précédent, l'être moral de tout un peuple.

Enfin, après une si longue et glorieuse domination, il n'y a rien d'étonnant à ce que, contrairement aux autres pays de l'Est, la Roumanie n'ait pas exploité, après la révolte de décembre 1989, le capital de moralité préservé par une poignée de dissidents et par ceux qui ont refusé toute collaboration avec le pouvoir. Une renaissance morale de la Roumanie ne peut pas s'accomplir aussi longtemps que ceux qui ont risqué leur vie sous Ceausescu (Paul Goma, Doina Cornea, Dan Petrescu) ou que les principaux intellectuels humanistes du pays qui se sont distingués par leur honnêteté et par l'authenticité de leur pensée démocratique, se trouvent quotidiennement calomniés dans la presse officielle et «démasqués» en tant que «fascistes» et «traîtres à la patrie». Autrefois, ils risquaient la confrontation directe avec la Securitate, aujourd'hui, ils la risquent par l'intermédiaire de la «descente des mineurs» ou par la provocation à l'«opprobre publique». Le paradoxe de la situation dans laquelle nous nous trouvons, c'est précisément que le capital de pureté du peuple roumain, les dissidents d'hier, l'intelligentsia progressiste, les étudiants et les jeunes qui ont affronté les balles en décembre 1989 à Timisoara et à Bucarest, se trouvent actuellement salis, mis en accusation et, en aucun cas, promus ou utilisés. La tradition se perpétue, en ce sens que l'opposition n'est toujours pas considérée comme une composante inévitable de la démocratie mais comme un facteur de déstabilisation du pays.

– Quel rôle jouent, dans le cadre de l'opposition, les autres partis politiques?

– Un rôle minime, quasi décoratif. Il y a quelques raisons à cette situation.

D'abord, le Front est parti dans la campagne électorale avec un net avantage, en se présentant à l'opinion publique, à travers ses figures les plus représentatives, comme étant

l'émanation directe de la révolution. Les changements qui se sont produits au cours des premiers jours et qui ont marqué la rupture avec la période antérieure se sont trouvés liés, dans l'esprit des gens, au Front et à ses protagonistes. Initialement, le Front s'est déclaré comme étant une simple formation de transition dont le principal rôle était de préparer, de la meilleure manière possible, le terrain à la tenue d'élections, et cela sans y participer lui-même. Ce fut la première tromperie importante. Moins d'un mois après cette déclaration, le Front s'est en fait transformé en un parti sans identité précise; il a occupé 50 % des places au Parlement provisoire (CPUN), les 50 % restant étant attribués à une poussière de partis surgis du jour au lendemain, en majorité non significatifs ou simples satellites de ce même Front. Et, contrairement à ce qu'il avait déclaré en décembre, celui-ci est entré dans la compétition électorale en exploitant à fond son aura d'«émanation révolutionnaire» ainsi que la popularité qu'il avait acquise en accordant dès le début une série de libertés politiques que n'importe quelle formation de transition aurait été obligé de promouvoir.

En deuxième lieu, les autres partis politiques – apparaissant de toute façon dans une société déstructurée, et n'ayant plus aucun correspondant clair dans telle ou telle couche de la population (à quoi, par exemple, le Parti libéral peut-il aujourd'hui se référer, dans une société où la petite et moyenne bourgeoisie ont pratiquement disparu?) – se sont trouvés nettement handicapés tout au long de la campagne électorale. Même si ces élections n'ont pas été falsifiées en elles-mêmes, elles ont été faussées par une campagne dans laquelle tout le potentiel de propagande traditionnelle (télévision, anciens activistes) ainsi que les procédés utilisés (désinformation, intoxication, dévastation des sièges des partis, mobilisation de la population locale contre les représentants des autres partis) – ont joué un rôle décisif pour la victoire écrasante du Front.

En dernier lieu, les principaux partis d'opposition – le Parti national paysan (PNT) et le Parti national libéral (PNL) – ont fait preuve d'un comportement lamentable, tant pendant la campagne électorale qu'après les élections. Leur première erreur – qui a donné un immense atout à Ion Iliescu – a consisté en la désignation pour l'élection présidentielle de deux candidats, Radu Câmpeanu et Ion Ratiu, venus de l'exil et qui se rendaient ainsi coupables aux yeux de la population de n'avoir pas partagé avec elle toute la gamme des misères matérielles (le froid, les queues, le «saucisson de soja», etc.). Tous deux – personnalités médiocres et vaniteuses – ont accepté la comédie de la campagne électorale, les mauvais traitements auxquels ont été soumis leurs agents électoraux, le maintien systématique de la population dans un état d'ignorance politique. Et, en se présentant dans de telles conditions aux élections, ils ont accepté d'attester de la légitimité d'un acte contestable dans ses prémisses mêmes. À l'heure actuelle, ils se satisfont des places qu'ils occupent au Parlement et au Sénat et ils se sont limités à affirmer, quelques jours après la venue des mineurs à Bucarest, leur foi dans l'évolution démocratique de la Roumanie.

Ainsi, le PNL et le PNT apparaissent-ils aujourd'hui comme des formations politiques fantomatiques. Ils essaient vainement de récupérer une tradition dans une société qui n'a plus rien de commun avec cette société d'avant-guerre qui leur avait, naturellement, donné naissance. Leur direction est composée de gens âgés qui comprennent la politique en termes de revanche historique, comme réparation des injustices commises au cours des élections falsifiées de 1946. Non seulement la société roumaine ne se trouve plus au même point mais la reconstitution d'une continuité dans cette lignée s'avère tout à fait impossible: comme je le disais, les structures d'une véritable opposition politique commencent à peine à émerger à travers l'apparition de formations qui pourraient être capables de rassembler toutes les tendances antitotalitaires du moment.

– Vous dites que le pouvoir n'est plus le même qu'auparavant, que l'opposition peut quand même s'exprimer. S'il n'est plus question d'un régime communiste, comment définiriez-vous le régime actue l? Comment définissez-vous le Front? Sur qui s'appuie-t-il? Qu'est-ce qui fait sa force?

– Comme dans n'importe quel régime de transition, on a affaire à un mélange d'éléments hérités et nouveaux. Aussi longtemps que n'aura pas lieu en Roumanie un procès du communisme – un procès culturel, ce système qui a permis l'existence d'un Ceausescu, celui-ci n'étant qu'un produit, d'une exceptionnelle perversité, de ce système, le risque de connaître un régime aux comportements néo-totalitaires demeure présent. Le Front n'est pas, en fait, un parti: il n'a ni doctrine, ni structure ferme. Il est plutôt le lieu où se sont regroupés, après qu'ait été écartée la garniture supérieure de la nomenklatura, les «anges déchus» de l'ancien régime (I. Iliescu en est un), ceux qui ont peur de perdre leurs privilèges, tels les représentants d'une génération plus jeune dont les ambitions de réussite sociale et de pouvoir n'avaient pas été satisfaites sous Ceausescu (ceux qu'on appelle les «jeunes loups», prêts à s'affirmer politiquement sous n'importe quel régime et dont bon nombre sont les enfants de l'ancienne nomenklatura). La force du Front se fonde d'abord sur l'assimilation des vieilles structures du pouvoir: une partie considérable de la Securitate; les structures administratives régionales, au sein desquelles les activistes spécialisés dans la manipulation de l'opinion jouent un rôle décisif; la télévision. Ensuite, et de manière déterminante, sur l'ignorance, la désinformation de la majorité de la population, encore disposée à se laisser séduire par la force magique du verbe démagogique et dénuée de tout système de référence véritable qui lui permette d'élaborer par elle-même un jugement sur sa propre situation.

Imaginez-vous un pays, isolé depuis quarante-cinq ans à la fois de son propre passé et du reste du monde. Il n'a de

notions claires ni sur le capitalisme, ni sur ce que peut signifier privatisation, marché libre, séparation des pouvoirs, etc. Dans un premier temps, parce qu'il n'a encore ni identité, ni volonté propre, il peut aisément se laisser subjuguer par le discours séduisant du pouvoir. Le Front n'a vécu jusqu'à présent que sur un capital d'enthousiasme post révolutionnaire et, en dehors de proclamations d'intentions, des quelques remaniements sociopolitiques qui s'imposaient et de l'étalage de procédés néo-staliniens dans la manière d'exercer le pouvoir, il n'a encore rien démontré.

Il serait cependant erroné d'en déduire que rien n'a changé en Roumanie. Je ne me réfère pas à des changements formels tel ce pseudo-multipartisme, dans lequel l'existence d'une poussière de partis politiques insignifiants, au poids infime dans la structure parlementaire, ne fait que masquer un nouveau type de monolithisme politique) mais à des modifications apparues au niveau des attitudes sociales. Les ouvriers de Bucarest qui refusent de prendre en considération l'appel du président Iliescu à la répression des étudiants, les syndicats de cheminots qui prennent parti en faveur de l'ingénieur qui a tenté de saboter le transport illégal des mineurs vers Bucarest pendant la nuit du 13 au 14 juin, le Comité de démocratisation de l'armée, l'Alliance de Timisoara, les ligues des étudiants, la centaine de milliers de personnes qui ont manifesté le 13 juillet dans les rues de la capitale en demandant la libération de Marian Munteanu et des autres personnes arbitrairement arrêtées un mois auparavant, enfin la vigueur de la presse libre, tout ceci représente les éléments au sein desquels va naître la société civile roumaine, éléments infiniment plus importants que, disons, la démolition de la statue de Lénine, qui peut toujours être réduite à un geste tenant à la rhétorique hypocrite du pouvoir.

Par conséquent, si nous avons affaire dans ce pays à un régime sans aucun doute caractérisé par des tendances néototalitaires, un régime qui prône une démocratie qu'il est

incapable de réaliser, il ne faut pas pour autant oublier que désormais ce régime fonctionne dans le cadre d'une société qui est en train de s'ouvrir et dont rien ne pourra plus, dans l'actuel contexte international, empêcher qu'elle ne s'ouvre. Le Front a gagné les élections à l'intérieur, en cultivant et en maintenant l'ignorance, et, ce qui est peut-être le plus grave, il s'est aliéné la jeunesse étudiante et la majeure partie des intellectuels humanistes. Il passe par une véritable crise de confiance qui ne fera que s'aggraver au fur et à mesure que le mécontentement dû à la situation économique désastreuse et les aspirations bafouées commenceront à se faire entendre.

– Selon vous, quelle devrait être l'attitude de l'Occident face à l'actuel gouvernement roumain et à l'égard de la Roumanie en général?

– Il est clair qu'aujourd'hui aucun pays de l'Est européen n'est en mesure de dépasser le désastre économique qu'a engendré l'utopie communiste sans une assistance intelligente et de longue durée de la part de l'Occident. Ce constat est particulièrement évident dans le cas de la Roumanie où la collectivisation totale de l'agriculture et l'industrialisation irrationnelle ont provoqué de véritables ravages. Mais en quoi peut consister une assistance «intelligente»? On entend généralement par là le fait de poser certaines conditions à l'aide économique. Or le fait de mettre des conditions à l'assistance peut ne viser que les effets, sans toucher aux causes. Une aide, pour être efficace, doit tomber sur un terrain qui puisse réellement la recevoir et la mettre en valeur. Un tel terrain existe-t-il en Roumanie? Au cours de la campagne électorale, le Front a lancé le slogan: «Nous ne vendons pas notre pays», dans le but de porter atteinte aux partis qui soutenaient une formule radicale de privatisation. Le Front a ainsi spéculé, dans la lutte politique, sur la peur, peur du changement, du nouveau, de l'inconnu et, ce faisant, il a bloqué les mécanismes

psychologiques favorables au renouvellement et à l'ouverture à l'économie de marché.

En quoi peut bien consister l'aide accordée à un pays dont les dirigeants affirment d'un côté leur volonté de changement et de l'autre cultivent par tous les moyens l'inhibition de la population face toute modification radicale? Une aide peut-elle être valablement apportée sans garantie aucune de son efficacité?

Par ailleurs, il est normal que toute assistance soit précédée d'une recherche commune de certaines solutions optimales. Si la Roumanie veut réapprendre l'économie de marché, il est naturel qu'elle fasse appel non seulement à la force économique de l'Occident (les crédits) mais aussi à sa compétence dans le domaine de l'économie libre, de l'investissement, du management et du marketing. La prospection, les missions d'expertises, le conseil professionnel sont des éléments essentiels de la coopération et de l'assistance, et cela peut se réaliser à tout moment sous la forme de commissions mixtes de spécialistes. L'existence de telles commissions garantirait l'efficacité des aides accordées et éviterait la répétition du scénario qui s'est produit du temps de Ceausescu, lorsque ces aides on été gaspillées bêtement ou encore sont devenues des instruments au service de la consolidation d'un pouvoir agissant contre la population du pays.

Enfin, les sanctions prises pour répliquer aux dérapages antidémocratiques du pouvoir ne doivent pas affecter la continuité de l'aide accordée aux éléments jouant en faveur de l'ouverture de la société, c'est-à-dire, à tout ce qui apparaît comme les germes d'une future société civile mature. L'assistance matérielle fournie à la presse et aux éditions libres: typographie, soutien à une chaîne de télévision indépendante, bourses universitaires, lycées français, anglais, italien ou contacts avec des syndicats indépendants, poursuite de l'opération Villages roumains, assistance

juridique dans les cas de violation grave des droits de l'homme – tout ceci doit devenir les points forts d'une attitude constante de pays occidentaux par rapport à ce pays. La perpétuation de l'isolement dans lequel nous avons vécu pendant des décennies nous serait véritablement fatale. Et peut-être que l'aide la plus importante que pourrait nous offrir l'Occident, c'est justement la destruction du mur de désinformation. Afin que nous n'oublions pas que l'entretien de l'ignorance, le sophisme, le mensonge, la dénaturation de la réalité – bref, l'attentat perpétré contre l'esprit et la conscience a été l'arme la plus terrible du communisme.

– Finalement, vous considérez-vous comme un dissident?

– Oh non! Je n'avais pas le courage, sous Ceausescu, de le devenir. Je croyais à l'époque que publier des livres, propager la culture occidentale était plus efficace. J'ai contribué ainsi à une amélioration, certes peu visible, dans le domaine de la psychologie sociale. Mais aujourd'hui, nous nous trouvons dans une société tout de même ouverte. Le fait de se taire serait carrément criminel. Parler ouvertement aujourd'hui a une efficacité certaine. L'impact des dissidents était faible en raison de la très forte intoxication due à la propagande officielle.

Maintenant, je ne me considère pas non plus comme un dissident. La dissidence n'a un sens que par rapport à un cadre fermé. Aujourd'hui, il n'y a pas de dissidence dans les pays de l'Est, il n'y a qu'une opposition, même si, en Roumanie, les risques sont plus grands.

Gabriel Liceanu
Propos recueillis en juillet 1990, à Bucarest,
par Mihnea Berindei
et traduits du roumain par Anne Planche